

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



APPRYL

BP 21
Usine de LAVERA
13117 Martigues

Références : GD/JPP-D-0020-MRT-2023
Code AIOT : 0006400928
SPR/ICPE/n° 537-2023

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement APPRYL implanté Route de PONTEAU, zone Ecopolis Nord, BP 21 - LAVERA 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APPRYL
- Route de PONTEAU, zone Ecopolis Nord, BP 21 - LAVERA 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006400928
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société APPRYL est autorisée par arrêté préfectoral du 25 avril 1996- à exploiter une unité de fabrication de polypropylène sur la commune de Martigues, à Lavéra.

Le site réalise la fabrication de polypropylène par polymérisation sous forme de poudre, la granulation (zone extrusion) et le stockage des granulés de polypropylène en vrac (silos) ou en sacs, et est classé SEVESO seuil bas pour cette activité.

Par ailleurs, l'établissement relève également de la directive IED relative aux émissions industrielles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention du risque foudre
- Gestion des effluents aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|--|--|---|-----------------------|
| 6 | Qualité des effluents aqueux | Arrêté Préfectoral du 25/04/1996, article 23.4 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 7 | Prélèvements en eau de refroidissement* | Arrêté Préfectoral du 25/04/1996, article 23.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | dispositions relatives à la protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 | / | Sans objet |
| 2 | dispositions relatives à la protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19 | / | Sans objet |
| 3 | dispositions relatives à la protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20 | / | Sans objet |
| 4 | dispositions relatives à la protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 | / | Sans objet |
| 5 | dispositions relatives à la protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux points principaux ressortent de cette inspection.

Tout d'abord, le site n'effectue pas les contrôles des effluents aqueux prescrits dans son arrêté préfectoral d'exploitation. L'exploitant indique qu'à son avis cette prescription est inadaptée, mais elle reste néanmoins applicable à ce jour. Il lui appartiendra donc d'apporter les justificatifs nécessaires pour solliciter une adaptation de ces prescriptions par voie d'arrêté préfectoral complémentaire le cas échéant.

Le deuxième point concerne la quantité d'eau de refroidissement prélevée en période estivale, qui dépasse de façon constante la prescription de l'arrêté d'exploitation. Le système de refroidissement est un échangeur à plaques, et en période estivale l'exploitant a besoin du maximum de plaques

pour assurer le refroidissement adéquat de ses installations. Cependant, il n'a pas moyen de réguler la pression de l'eau de refroidissement entrante, délivrée par Naphtachimie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : dispositions relatives a la protection contre la foudre

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 |
| Thème(s) : Risques accidentels, ARF |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque. |
| Constats : L'ARF initiale date de 2011. Elle a été réalisée par APAVE. Elle est basée sur l'EDD de 2002. Cette EDD n'a pas été révisée, mais a été mise à jour en 2011 et en 2019 (APPRYL est un établissement SEVESO seuil bas). L'ARF a été mise à jour en 2018 suite à la construction d'un hangar de stockage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : dispositions relatives a la protection contre la foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> |
| <p>Constats : Une ETF a été réalisée le 7 novembre 2012 par APAVE (Rapport n° 6470744-001-1 du 5 mars 2013) suite à l'ARF initiale.</p> <p>L'Inspection a pu constater sur site que cette ETF était accompagnée d'une notice de vérification et de maintenance et d'un carnet de bord. Le carnet de bord présenté lors de l'inspection avait une dernière entrée en date de 2016. L'inspection a reçu le 19 décembre 2022 une version mise à jour de ce carnet de bord.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : dispositions relatives a la protection contre la foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installation dispositifs de protection, mise en place mesures de prévention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> |
| <p>Constats : L'Inspection a vérifié par échantillonnage le respect de cette prescription. Suite à l'étude technique foudre rendu en mars 2013, la société ELKIUM a réalisé un document d'assistance technique à la mise en place d'une protection foudre (réf. A03-001), remis le 6 août 2014. Les travaux de mise en conformité correspondant ont été réalisés par la société DUVAL MESSIEN sur la période du 7 avril au 15 avril 2015. Les travaux ont été réalisés un peu plus de deux ans après la remise de l'ETF.</p> |
| <p>Observations : L'exploitant mettra en place une procédure permettant le suivi des délais lorsque nécessaire (mise à jour ARF suite travaux etc.). Ce point sera vérifié lors d'une prochaine inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : dispositions relatives a la protection contre la foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification complète et vérification visuelle |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification. |
| Constats : Les vérifications annuelles et biennales sont assurées par la société Elkium. La notice de vérification et de maintenance est comprise dans le rapport annuel, comme vu en salle. L'exploitant est abonné à Météorage afin de tracer les agressions de la foudre sur le site. L'Inspection a contrôlé par échantillonnage deux périodes différentes pour chercher les suites d'un cas de coup de foudre (septembre 2021 et août 2022), mais l'activité foudre n'a pas eu d'impact au sol sur ces deux périodes. L'exploitant a transmis pour référence le rapport de vérification périodique visuelle foudre et après impact du 26 septembre 2021. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : dispositions relatives a la protection contre la foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Documents tenus à disposition de l'IIC |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. |
| Constats : L'exploitant avait à disposition l'ARF, l'ETF, la notice de vérification et de maintenance, et le carnet de bord. Le carnet de bord mis à jour a été transmis le 19 décembre 2022. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Qualité des effluents aqueux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/1996, article 23.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Qualité et contrôle des effluents rejetés |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'effluent rejeté après les bassins API et le lissage dans la lagune, devra respecter les caractéristiques maximales suivantes : débit : 270 m³/h ; DCO : Flux=30 kg/j, Concentration = 120 mg/l ; Hydrocarbures : Flux= 5,5kg/j, Concentration = 20mg/l.</p> <p>Constats : L'exploitant a confirmé lors de la visite qu'il ne procédait pas au contrôle des hydrocarbures de ses effluents.</p> <p>Il semblerait que suite à une étude réalisée en 2016 sur les rejets dans l'eau, la surveillance des HC ne serait pas pertinente. Elle serait plutôt à axer sur le traitement de la poudre et des granulés. Par ailleurs, l'exploitant a informé l'Inspection de la transmission prochaine d'un porter à connaissance concernant une nouvelle installation avec modification des réseaux et du traitement des eaux.</p> <p>Dans l'attente de ces éventuels éléments, les dispositions de l'article 23.4 de l'AP visé en référence, qui restent opposables, ne sont pas respectées.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 7 : Prélèvements en eau de refroidissement*

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/1996, article 23.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux propres |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Le refroidissement se fait en deux boucles : une boucle primaire d'eau de mer en circuit ouvert provenant de Naphtachimie. Ce circuit primaire d'eau de mer sera doté des équipements normalisés permettant les contrôles de débit et de qualité. Ces contrôles comprendront notamment : une mesure de débit en permanence (hors anomalie ce débit sera limité à 4300 m³/h)</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué être dans l'incapacité technique dans la configuration actuelle de respecter cette prescription.</p> <p>Le refroidissement de ses installations utilise jusqu'à quatre échangeurs à plaques, qui sont alimentés en eau de mer par Naphtachimie. Cette eau de mer était historiquement acheminée par voie gravitaire, mais Naphtachimie a changé de procédé d'acheminement et l'eau de mer est maintenant amenée sous pression. Appryl n'aurait pas le contrôle sur le débit envoyé par Naphtachimie.</p> <p>En période estival, Appryl a besoin d'utiliser les quatre échangeurs à plaques pour assurer un refroidissement satisfaisant de ses installations, ce qui a pour conséquence un dépassement du débit autorisé.</p> <p>Dans l'attente d'éventuels éléments complémentaires de la part de l'exploitant, les dispositions de l'article 23.2 de l'AP visé en référence, qui restent opposables, ne sont pas respectées.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |